



HAL
open science

Gouvernance, innovation territoriale et aménagement durable : Living Lab et outils open source pour les acteurs des territoires de demain

Anthony Tchékémian

► To cite this version:

Anthony Tchékémian. Gouvernance, innovation territoriale et aménagement durable : Living Lab et outils open source pour les acteurs des territoires de demain. Les cultures des sciences en Europe. Volet 2 : dispositifs, publics, acteurs et institutions, 2015. halshs-01668244

HAL Id: halshs-01668244

<https://shs.hal.science/halshs-01668244>

Submitted on 17 Jul 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

> NOTES

ANTHONY TCHEKEMIAN

Équipe Territoires insulaires, aménagement, risques et environnement

Université de Lorraine

F-98718

anthony.tchekemian@upf.pf

GOVERNANCE, INNOVATION TERRITORIALE ET AMÉNAGEMENT DURABLE : *LIVING LAB* ET Outils *OPEN SOURCE* POUR LES ACTEURS DES TERRITOIRES DE DEMAIN

Résumé. — Dans quelle mesure la mise en place d'un *living lab* peut-elle permettre une bonne gouvernance ? Est-ce que cette bonne gouvernance se révèle particulièrement adaptée dans le cadre d'un aménagement du territoire fondé sur l'innovation et le développement durable ? L'intérêt de cette recherche-action repose sur une étude comparative de la gouvernance, observée à partir de deux approches différentes dans la réalisation d'un écoquartier : d'une part, lorsque la décision provient d'une collectivité territoriale ; d'autre part, lorsque la volonté émane de citoyens. L'étude conclue sur la pertinence de l'échelle en aménagement du territoire, les attentes en matière de construction durable et de participation collective. Elle présente également les outils *open source* disponibles pour la mise en place d'une bonne gouvernance, notamment ceux offerts par les possibilités du « web 2.0 ».

Mots clés. — Innovation territoriale, développement local, gouvernance, réseaux, écoquartier.

Aménager un territoire est un processus aussi complexe que fondamental, tant il agit directement sur les pratiques, le mode de vie et le rapport des usagers à leur environnement. En ce début de XXI^e siècle, les enjeux d'aménagement concernant les territoires sont nombreux : mobilité, proximité, mixité et lien social, information, dialogue, cadre de vie, etc. Aujourd'hui, pour entrer en résilience, ces territoires doivent maintenir une cohésion. Celle-ci ne peut exister sans la mise en œuvre d'une « gouvernance territoriale [qui] est la condition *sine qua non* pour obtenir un développement plus équilibré du territoire et parvenir, par le biais de la participation des différents acteurs (public, privé, tiers secteur, etc.), chacun avec son rayon d'action, à la cohésion territoriale » (Farinos, 2009 : 89). D'ailleurs, la Communauté européenne (CE, 2001 : 40) situe la réforme de la gouvernance parmi ses objectifs prioritaires en constatant que « les dirigeants politiques de toute l'Europe sont aujourd'hui confrontés à un véritable paradoxe. D'une part, les citoyens européens attendent d'eux qu'ils apportent des solutions aux grands problèmes de nos sociétés. D'autre part, ces mêmes citoyens ont de moins en moins confiance dans les institutions et la politique, ou tout simplement s'en désintéressent ».

En matière d'aménagement du territoire, le manque de dialogue entre acteurs institutionnels, privés et la société civile, entraîne également une perte de confiance de la part des usagers. Ceci engendre une gêne pour les collectivités, dans l'identification des demandes et attentes des administrés, et atténue les effets des réponses élaborées. En effet, un aménagement inadapté, comme un projet élaboré sans concertation avec les usagers, seraient mal vus et entraîneraient l'effet inverse de celui escompté. Il en résulte des aménagements souvent perçus comme obsolètes, car animés par une logique de production et de développement économiques.

Cette recherche est issue d'une première étude comparative sur la gouvernance, à travers le suivi de deux projets d'écoquartiers. Des entretiens ont été conduits sur un panel d'une vingtaine d'acteurs (maires, élus locaux, urbanistes, aménageurs, architectes et représentants des usagers). L'objectif est de permettre la compréhension des demandes et attentes des acteurs, en matière de gouvernance, d'innovation territoriale et de politiques d'aménagement, pour la mise en place de territoires « 2.0 ». Les citoyens tendent à devenir de plus en plus des acteurs à part entière, et non plus seulement de simples consommateurs de leur environnement. Ils ne se reconnaissent plus dans un aménagement imposé, inapproprié, consommateur d'espace, d'énergie, non évolutif et ne répondant plus à leurs attentes de mobilités, liens sociaux et cadres de vie (Casagrande, 2011 : 293). La Délégation interministérielle à l'aménagement du territoire et à l'attractivité régionale (DATAR) généralise ce constat en soulignant que « l'efficacité insuffisante de l'aménagement a été et est encore inhérente à une gouvernance insuffisante ; des fragilités croissantes, d'essence exogène, sont à observer, même dans le cadre européen » (Lacour, 2010 : 168).

La question centrale peut se formuler ainsi : la recherche d'une meilleure gouvernance peut-elle renforcer, par des outils appropriés, un dialogue permettant la participation, la coopération et la « co-conception » de l'ensemble des acteurs d'un territoire ? À l'issue de ce dialogue, des processus pérennes d'innovations territoriales, technologiques, sociaux et culturels peuvent être élaborés. Pour ce faire, deux hypothèses structurent cette recherche-action. La première se résume comme suit : afin que les acteurs puissent fonctionner en réseaux, il ne doit plus y avoir d'opposition entre les réseaux, entités « linéaires », et les territoires, entités « surfaciques ». « Réseaux et territoires sont dans le même rapport : l'espace géographique, qui les inclut tous les deux » (Brunet, 1993 : 480-481). La seconde hypothèse est la suivante : la mise en place d'outils de partage de l'information en temps réel permet les échanges entre acteurs au sein d'un projet de territoire, en facilite la gestion, la conception, ainsi constitue une aide à la décision.

La méthodologie permet d'étudier les effets de la mobilisation et de l'apport d'outils *open source*, modélisation 3D, systèmes d'information géographique et géomatique (SIG) et *web mapping*, au service de deux territoires, lors de la mise en place d'une gouvernance. La recherche-action ainsi développée permet d'étudier les acteurs autour de projets d'aménagement durable sur deux territoires lorrains : le premier est un projet d'écoquartier, à Joeuf (l'aménagement est choisi « par le haut » des instances de gouvernance) ; le second réunit un groupe de citoyens de Saint-Dié-des-Vosges, constitués en autopromoteurs de leur « cadre de vie durable » (le projet d'aménagement est « né du bas »).

La finalité de la recherche permet de comprendre que la ville est un réseau d'informations. Ainsi, la création d'une plate-forme d'échanges et de dialogues matérialisée par un *living lab* semble pertinente. Le concept du *living lab* a été élaboré au Massachusetts Institute of Technology (MIT), à la fin des années 90, afin de créer à l'échelle d'un territoire donné les ressources nécessaires permettant d'accélérer les processus d'innovation et leur mise sur le marché tout en réduisant les risques. Encouragée et structurée par la Communauté européenne via le réseau European Network Of Living Lab (ENOLL), la démarche *living lab* élabore une alternative capable de catalyser la résilience des territoires en mobilisant tous les concepts abordés dans cette recherche, tels la gouvernance, le développement durable et l'innovation sociale, économique, scientifique et territoriale. Pour mettre en œuvre le *living lab*, il est important de mettre en place des outils permettant aux acteurs d'utiliser ce réseau et d'être « connectés » entre eux et avec leur territoire. Les champs d'application sont multiples : internet, réseaux communautaires, applications technologiques de « réalité augmentée », etc. Tous ces outils enrichissent le tissu urbain d'information et permettent une plus grande mobilité des données et des acteurs. Ainsi, la « ville 2.0 » offre une « plateforme d'innovation ouverte » (Kaplan, 2009 : 104) afin de garantir son développement économique, social, culturel et tendre vers une véritable cohésion territoriale dans un système où, pour se développer, chaque territoire doit rester compétitif.

L'originalité de la démarche *living lab* réside dans le fait qu'elle est centrée sur l'utilisateur, autour d'un réseau d'acteurs partenaires organisés et structurés pouvant communiquer, partager, s'informer, concevoir et participer via un environnement d'applications et d'outils technologiques collaboratifs 2.0 propices. Cet environnement n'est possible que dans un contexte technologique d'ouverture et de partage de l'information et des données proches des concepts informatiques de « liberté » et « d'open source ». Ainsi, la mise en place d'un *living lab* permet de créer et d'organiser un espace d'information et de rencontre entre chercheurs, institutions et entreprises publiques et privées, ainsi qu'avec et pour la société civile. Si un *living lab* est porteur d'innovation, celle-ci n'est pas seulement technologique, mais également sociale et culturelle. En effet, il ne suffit pas seulement de créer et d'organiser l'espace d'information, il faut encore l'animer et le faire vivre pour rendre possible l'échange. En cela, la culture devient un formidable catalyseur, au même titre que la communication médiatique « traditionnelle ».

Références

- Brunet R., Ferras R., Thery H., 1993, *Les mots de la géographie, dictionnaire critique*, Montpellier/Paris, Éd. Reclus, pp. 480-481.
- Casagrande L., 2011, *Acteurs et gouvernance, innovation territoriale et aménagement durable : introduction à la démarche de living lab. Étude comparative de la gouvernance dans deux projets d'écoquartier*, mémoire de master 2 Recherche en géographie, Laboratoire d'observation des territoires/université de Lorraine.
- Commission européenne, 2001, *Gouvernance européenne. Un livre blanc*, Bruxelles, Commission européenne.
- Farinos D. J., 2009, « Le défi, le besoin et le mythe de la participation à la planification du développement territorial durable : à la recherche d'une gouvernance territoriale efficace », *L'Information géographique*, 73, p. 89.
- Kaplan D., Marcou T., 2009, *La ville 2.0, plateforme d'innovation ouverte*, Limoges, Ed. FYP.
- Lacour C., Delamarre A., 2010, *40 ans d'aménagement du territoire*, Paris, Documentation française.
- Tchékémian A., Richard G., 2013, « Innovation et gouvernance. La mobilisation des compétences et des ressources territoriales à travers le projet *living lab* "Innovation Santé Urbaine" à Nancy », pp. 189-215, in : Chabault D., Hulin A., Leroy D., Soparnot R., éd., *La gestion des ressources humaines au service des réseaux d'innovation*, Paris, Éd. L'Harmattan.